

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DEMONAVAL RECYCLING

Rue François Arago
76580 LE TRAIT

Références : UDRD.2022.06.CD.29.CZ.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement DEMONVAL RECYCLING implanté Rue François Arago 76580 LE TRAIT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de la demande de renouvellement de l'agrément pour le recyclage de navire au titre du règlement (UE) 1257/2013 déposée le 29 avril 2022, agrément initialement délivré par arrêté préfectoral du 11 décembre 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEMONVAL RECYCLING
- Rue François Arago 76580 LE TRAIT
- Code AIOT dans GUN : 0005806041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DEMONVAL RECYCLING est autorisée par arrêté préfectoral du 5 décembre 2016 à exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage, découpage de navires hors d'usage et de désamiantage, sur le site situé rue François Arago sur la commune du TRAIT dans l'emprise des terrains de la SCI des Chantiers.

L'activité consiste à démanteler et découper :

- des bateaux de plaisance et de sport soumis à une filière à responsabilité élargie des producteurs dont l'eco-organisme est l'Association La Plaisance Eco-Responsable (APER),

- des péniches et/ou autres navires dont ceux battant pavillon d'un État membre et d'un pays tiers qui font escale dans un port ou un mouillage d'un État membre (hors navire de guerre et bateau exploité par l'Etat) et d'une jauge brute supérieure à 500, en application des règles de recyclage du règlement (UE)1257/2013.

L'inspection s'est ainsi attachée, le jour de la visite à vérifier les prescriptions annexées aux arrêtés préfectoraux du 5 décembre 2016 et 11 décembre 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Renouvellement de l'agrément pour le recyclage de navire au titre du règlement (UE) 1257/2013

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas encore déconstruit de navire soumis au règlement (UE) 1257/2013.

L'activité du site aurait débuté au deuxième semestre 2019 avec un salarié de la société Démonaval et une sous traitance de la société Démofer.

En 2021, selon les registres présentés à l'inspection il n'a été traité sur site que des bateaux hors d'usage pour le compte de l'Eco-organisme APER et pour VNF (Voies Navigables de France). L'exploitant déclare avoir répondu à un appel d'offre pour la démolition de navires de la marine. Les constats concernant le non respect de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'agrément du 11 décembre 2017 ne font pas l'objet de propositions de suites administratives puisque cette activité n'a pas encore été mise en oeuvre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Dossier de demande de renouvellement d'agrément	Code de l'environnement du 30/12/2015, article D.543-271 à 277	/	Lettre de suite préfectorale
Maîtrise des fuites	Arrêté Préfectoral du 11/12/2017, article annexe -f)	/	Lettre de suite préfectorale
PORTER À CONNAISSANCE	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Interventions en situations d'urgences	Arrêté Préfectoral du 11/12/2017, article annexe -h)	/	Sans objet
Documents règlement (UE) n°1257/2013	Arrêté Préfectoral du 11/12/2017, article Annexe	/	Sans objet
VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.9 et 9.2.1.1	/	Sans objet
ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.4	/	Sans objet
Installations d'entreposage internes des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 5.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats concernant le non-respect de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'agrément du 11 décembre 2017 ne font pas l'objet de propositions de suites administratives puisque cette activité n'a pas encore été mise en oeuvre. Néanmoins l'inspection formule des observations que l'exploitant devra prendre en considération dès lors qu'il répondra à des appels d'offres pour des navires d'une jauge brute de plus de 500.

L'inspection formule par ailleurs des demandes complémentaires auxquelles l'exploitant doit apporter une réponse afin que la procédure de renouvellement d'agrément puisse être poursuivie et faire l'objet d'un passage au CODERST du 13 septembre 2022 (cf. demandes n° 2022-06/1 et 2022-06/2).

L'inspection a enfin constaté que des modifications notables avaient été apportées au site et que le plan de masse n'était plus à jour. L'exploitant déclare également avoir un projet de démantèlement d'éoliennes qui pourrait être implanté en dehors des limites de l'ICPE. Ces modifications notables doivent être portées à la connaissance de l'inspection avec les éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'évolution des risques environnementaux (cf. demande n° 2022-06/3).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dossier de demande de renouvellement d'agrément

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/12/2015, article D.543-271 à 277
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : La réglementation relative au recyclage des navires se fonde sur le RÈGLEMENT (UE) N° 1257/2013 du parlement européen et du conseil du 20 novembre 2013 et le code de l'environnement et notamment ses articles D. 543-271 et suivants. L'objectif du règlement est de prévenir, de limiter, de réduire au minimum et, autant que possible dans la pratique, d'éliminer les accidents, les blessures et les autres effets dommageables sur la santé humaine et l'environnement liés au recyclage de navires. L'objectif du présent règlement est de renforcer la sécurité et la protection de la santé humaine et de l'environnement marin de l'Union tout au long du cycle de vie d'un navire, en particulier pour assurer que les déchets dangereux provenant du recyclage de navires fassent l'objet d'une gestion écologiquement rationnelle. Il s'applique aux navires battant pavillon d'un État membre et d'un pays tiers qui font escale dans un port ou un mouillage d'un État membre (hors navire de guerre et bateau exploité par l'Etat) et d'une jauge brute supérieure à 500. Il impose la définition d'une liste européenne d'installations de recyclage. Ces installations de recyclage de navires doivent satisfaire les exigences de l'article 13 du règlement, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de Hong Kong et en tenant compte des directives pertinentes de l'OMI, de l'OIT, de la convention de Bâle et de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et d'autres lignes directrices internationales. Les articles D. 543-273, D.543-274, D.543-275 et l'annexe à l'article D.543-274 du code de l'environnement déterminent la procédure d'agrément des recycleurs de navires qui demandent leur inscription sur la liste européenne par le préfet du département dans lequel se situe l'installation de recyclage. L'article D.543-274 définit notamment le contenu du dossier de demande d'agrément. L'annexe à l'article D.543-274 détermine le contenu du plan relatif à l'installation de recyclage des navires qui doit être fourni dans le cadre de la demande.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un dossier de demande de renouvellement de son agrément pour le recyclage des navires le 29 avril 2022. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il n'avait réceptionné et démantelé à ce jour aucun bateau relevant du règlement européen n° 1257/2013 du 20 novembre 2013. L'inspection a fait le point sur les installations mises en œuvre, les moyens de lutte contre une pollution accidentelle disponibles sur site, la défense incendie en cas de sinistre sur un bateau en cours de démantèlement.

L'inspection constate :

- que la réserve incendie est disposée en dehors du périmètre du site. Le SDIS s'était déjà prononcé, le 29 janvier 2020, sur la conformité de la réserve incendie en dehors du périmètre du site. L'inspection remarque néanmoins une clôture grillagée à contourner et une cale sèche encombrée de chariots à franchir qui pourraient compliquer une intervention des pompiers,
- que les moyens de lutte contre une pollution disponibles sur site ne permettent de gérer que les pollutions à terre ou une pollution par des flottants solides sur l'eau.

Par ailleurs, l'inspection a consulté :

- le document unique relatif à la prévention des risques santé et sécurité au travail ;
- les registres chronologiques d'entrées et sorties des déchets ;
- des bordereaux de suivis de déchets ;
- les résultats d'analyses des rejets aqueux des prélèvements du 03/12/2018 et 07/07/2021.

Par courriel du 17 juin, l'exploitant a transmis à l'inspection une présentation de l'établissement accompagnée d'un exemple de mémoire technique et l'attestation de conformité du poteau incendie de la réserve.

Le dossier de présentation de l'installation pour le recyclage des navires n'est pas conforme à ce qui a été autorisé au titre des ICPE et à ce qui est présent sur site dans la mesure où il mentionne trois rampes et non deux autorisées au titre des ICPE.

Demande n° 2022-06/1 : la poursuite de l'instruction du dossier de demande de renouvellement d'agrément pour le recyclage des navires est conditionnée à la transmission des éléments suivants au plus tard sous un délai d'un mois :

- une mise à jour du document de présentation de l'installation et de ses équipements en adéquation avec les installations pour lesquelles il est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 décembre 2016 ;
- l'avis du SDIS sur sa capacité à intervenir en tout point de l'installation de recyclage des navires en cas d'incendie malgré la distance par rapport aux installations, la présence de la clôture grillagée à contourner et l'encombrement de la cale sèche ;
- l'organisation et les moyens qui seront mis en place pour lutter contre une pollution accidentelle par des fluides ou déchets liquides dangereux.

Observations : Observation n° 1 : L'exploitant veillera à apporter quelques compléments à ses registres chronologiques de suivi des déchets afin que leurs contenus soient conformes à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 applicable au 1^{er} janvier 2022 (ajout des code D/R de traitement, du niveau du traitement au regard de la hiérarchie établie à l'article L.541-1-II-2° du code de l'environnement, adresse complète des destinataires, etc).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Interventions en situations d'urgences

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2017, article annexe -h)
Thème(s) : Risques accidentels, Situations d'urgences
Prescription contrôlée : Au titre de la présente annexe, toute installation concernée doit répondre aux dispositions spécifiques suivantes : ... h) elle élabore et tient à jour un plan de préparation et d'intervention dans les situations d'urgence; s'assure que les équipements d'intervention d'urgence, tels que les équipements et véhicules de lutte contre l'incendie, les ambulances et les grues, puissent accéder rapidement au navire et à toutes les zones de l'installation de recyclage de navires ;
Constats : L'inspection a constaté : - que des extincteurs régulièrement contrôlés sont disponibles en plusieurs points du site ; - que la réserve incendie de 120 m ³ est implantée à l'extérieur de l'installation, au Nord de la cale sèche. L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 17 juin, l'attestation de réception du point d'eau d'incendie du 29/01/2020. Toutefois, aucun exercice n'a été effectué à ce jour avec les services de secours, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que les services de secours puissent accéder rapidement au navire et à toutes les zones de l'installation de recyclage de navires avec les moyens de lutte contre un incendie depuis cette réserve (clôture grillagée à contourner, puis cale sèche encombrée de chariot à franchir).
Observations : Observation n° 2 : L'exploitant doit veiller à maintenir l'accès dégagé à son installation depuis la réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maîtrise des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2017, article annexe -f)
Thème(s) : Risques accidentels, fuites
Prescription contrôlée : Au titre de la présente annexe, toute installation concernée doit répondre aux dispositions spécifiques suivantes : ... f) elle prévient les effets dommageables sur la santé humaine et l'environnement, y compris en démontrant que l'installation est en mesure de maîtriser les fuites, en particulier dans les zones intertidales ;
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de moyen de maîtrise d'une fuite de produits liquides vers la Seine lors d'interventions qui pourraient avoir lieu sur l'eau (ex. vidange de fluides d'un bateau à quai). Les équipements décrits dans le document de présentation de l'activité Démonaval et transmis à l'inspection par courriel le 17 juin 2022, tels que boudins, zodiac et écrémeurs sur bouées, ne sont pas disponibles sur site.
Demande n° 2022-06/2 : L'exploitant devra disposer de boudins, zodiac et écrémeurs sur bouées au plus tard sous un délai d'1 mois et avant toute réception (pour recyclage) de navires soumis aux dispositions du règlement 1257/2013, même si celui-ci est réputé être préalablement dépollué des fluides qu'il contient.
Observations : Observation n° 3 : L'exploitant devra disposer de ces équipements avant toute réception pour recyclage de navires soumis aux dispositions du règlement 1257/2013 même si celui-ci est réputé être préalablement dépollué des fluides qu'il contient.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Documents règlement (UE) n°1257/2013

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2017, article Annexe
Thème(s) : Situation administrative, Documentation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il devra recourir à la documentation nécessaire aux différentes étapes prévues par le règlement (UE) n° 1257/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au recyclage des navires établie par les décisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Décision d'exécution (UE) 2016/2325 de la Commission du 19 décembre 2016 relative au format du certificat d'inventaire des matières dangereuses, délivré conformément au règlement (UE) n° 1257/2013 (concerne l'administration de l'état du pavillon auquel est rattaché le navire) ;- Décision d'exécution (UE) 2016/2324 de la Commission du 19 décembre 2016 relative au format de la notification du début escompté du recyclage du navire requise au titre du règlement (UE) n° 1257/2013 (concerne l'exploitant de l'installation de recyclage de navires) ;- Décision d'exécution (UE) 2016/2322 de la Commission du 19 décembre 2016 relative au format de l'avis d'achèvement du recyclage du navire requis au titre du règlement (UE) n° 1257/2013 (concerne l'exploitant de l'installation de recyclage de navires) ;- Décision d'exécution (UE) 2016/2321 de la Commission du 19 décembre 2016 relative au format du certificat attestant que le navire est prêt pour le recyclage, délivré conformément au règlement (UE) n° 1257/2013 (concerne l'Administration de l'état du pavillon auquel est rattaché le navire).
<p>Constats : L'inspection a consulté les documents édités pour les bateaux pris en charge dans le cadre de la filière REP bateau de plaisance et de sport (logiciel de l'Eco-Organisme APER) ainsi que les documents relatifs aux certificats de prise en charge et déchirage rédigés pour les bateaux hors filière REP (péniche, navires militaires).</p> <p>L'exploitant ne recourt pas à la documentation prévue par le règlement 1257/2013 établie par les décisions d'exécution 2016/2325, 2016/2324, 2016/2322 et 2016/2321, en particulier la notification de début des travaux et l'avis d'achèvement devraient être intégrés à ses certificats de prise en charge et déchirage pour le recyclage des navires visés par le règlement.</p>
<p>Observations : Observation n° 4 : L'exploitant veillera à utiliser les documents établis par les décisions d'exécution (UE) 2016/2325, 2016/2324, 2016/2322 et 2016/2321 lors des opérations de recyclage de navires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PORTER À CONNAISSANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par Le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les installations décrites dans le dossier de demande d'autorisation, listées à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 décembre 2016 et figurant sur le plan de masse au 1/200 (mis à jour le 24/04/2015) remis à l'inspection le jour de la visite, diffèrent des installations présentes sur le terrain : <ul style="list-style-type: none">- la réserve d'eau incendie n'est pas implantée dans le périmètre du site ICPE. Il s'agit d'une réserve souple implantée sur le terrain de la SCI des chantiers (propriétaire du terrain loué à la société Démonaval), au Nord de la rampe de tirage à sec des bateaux des chantiers de la basse Seine ;- le container anti-pollution (contenant tous les équipements de lutte contre une pollution accidentelle) a été déplacé à l'intérieur du périmètre ICPE ;- une seule des deux rampes est équipée d'un treuil. <p>La zone 1 a bien été bétonnée et un débourbeur / déshuileur est implanté.</p> <p>Les équipements dédiés à la gestion des opérations de désamiantage n'ont pas encore été installés.</p> <p>L'exploitant déclare avoir prochainement pour projet le démantèlement des éoliennes en provenance de l'étranger. Cette activité pourrait être réalisée hors du périmètre ICPE dans un bâtiment de la SCI des chantiers.</p> <p>Demande n° 2022-06/3 : l'exploitant transmettra à l'inspection, sous 1 mois, un porter-à-connaissance reprenant les modifications apportées et à venir aux installations et activités du site, ainsi qu'un plan d'ensemble mis à jour au regard de la situation actuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.9 et 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Cf. Tableau des VLE. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. Article 9.2.1.1. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets Une mesure des concentrations de l'ensemble des paramètres visés au chapitre 4.3.9 du présent arrêté est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement et transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que les rapports d'analyse des eaux résiduares du 3 décembre 2018 et 7 juillet 2021 présentent des valeurs conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 décembre 2016. L'exploitant déclare avoir mis en service le site au 2 ^{ème} semestre 2019, et que les analyses prévues dans l'année suivant cette mise en service n'ont pas été réalisées en 2020 en raison de la pandémie liée à la COVID 19.
Observations : Observation n° 5 : L'exploitant veillera à reprendre une fréquence annuelle de surveillance de la qualité des eaux résiduares rejetées. La prochaine analyse devra être réalisée avant le 7 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et les résultats portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Les vérifications et entretien effectués, les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur ce registre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence, Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur, ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'inspection a constaté que le site dispose :

- d'un déshuileur avec alarme,
- d'un déshuileur / débourbeur avec alarmes de niveau d'huile et de niveau de boues.

L'inspection constate le jour de la visite que ces alarmes ne sont pas sous tension, et que l'alarme de niveau de boue du débourbeur se déclenche dès sa remise sous tension.

Selon les bordereaux de suivi de déchets relatifs à leur entretien consultés par l'inspection, le dernier nettoyage de ce dispositif date du 16 mai 2022. L'encrassement de la sonde lors de cette opération de nettoyage est suspecté.

Par courriel du 17 juin 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport reprenant les actions correctives menées : l'alarme n'est ainsi plus déclenchée après nettoyage et repositionnement de la sonde.

L'exploitant souhaite que la fréquence d'entretien annuelle de ses dispositifs de traitement soit revue (plus d'un an) en raison :

- de l'activité saisonnière du site qui ne fonctionnerait que 9 mois par an ;
- du surdimensionnement du débourbeur / déshuileur au regard de la surface collectée ;
- de la présence des alarmes de niveaux hauts d'huile et de boues ;
- des résultats d'autosurveillance des rejets conformes aux valeurs limites qui lui sont imposées.

Observations : Observation n° 6 : L'exploitant s'assurera que les alarmes des dispositifs de traitement de l'eau sont opérationnelles à tout moment. Il vérifiera leur bon fonctionnement en particulier immédiatement après l'entretien des dispositifs, après le contrôle des installations électriques et après tout événement accidentel ou climatique susceptible de générer des flux importants de polluants (boues ou huiles).

L'inspection informe par ailleurs l'exploitant que la modification de la fréquence d'entretien des dispositifs de traitement des eaux n'est possible que par modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (par arrêté complémentaire), sur la base d'un porter-à-connaissance technique permettant de justifier :

- de l'activité saisonnière du site ;
- du surdimensionnement du débourbeur / déshuileur au regard de la surface collectée ;
- de l'existence d'un dispositif d'alarme de niveaux hauts d'huile et de boues opérationnel à tout moment ;
- de résultats d'autosurveillance des rejets conformes sur au moins trois années consécutives et représentatives de l'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations d'entreposage internes des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. Les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes. Chaque déchet est clairement identifié et repéré.
Constats : L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- des bennes non étanches contenant des moteurs sont entreposées en dehors d'une aire étanche. L'inspection rappelle à l'exploitant que les moteurs même dépollués sont susceptibles de relarguer des égouttures d'huile et doivent être stockés sur une aire étanche ;- le bac d'entreposage des batteries ne dispose pas de rétention ;- le bac de déchets d'équipements électriques et électroniques n'est pas entreposé sous le préau à l'abri des intempéries ;- divers bacs de déchets plus ou moins souillés, stockés à l'extérieur du préau, débordent de l'aire bétonnée étanche sur une aire non étanche. L'inspection constate également la présence d'un tas de déchets de bois flottés et divers déchets que l'exploitant déclare récupérer dans les cales au grès des marées et traiter en tant qu'encombrants. L'exploitant déclare à l'inspection qu'il réutilise les bétons issus du lestage des coques sur son site. L'exploitant souhaiterait enfin valoriser les coquillages et résidus organiques fixés sur les coques et actuellement évacués en incinération avec les matériaux composites.
Observations : Observation n° 7 : L'exploitant doit veiller à maintenir tous les déchets susceptibles de contenir des polluants sur une aire étanche. L'inspection informe l'exploitant que seules les grosses fractions ligneuses issues d'un tri manuel des déchets flottés peuvent aller en filière de valorisation de type biomasse, le mélange ne pouvant être admis pour valorisation énergétique qu'en incinération compte tenu de la présence de divers déchets plastiques et autres. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'usage de béton récupéré des coques sur son site doit être justifié par une réelle utilité sur le site et qu'il doit préalablement s'assurer que les bétons ne sont pas souillés ou ne contiennent pas de substances dangereuses. A défaut il peut être considéré qu'il s'agit d'un enfouissement illégal de déchets. La valorisation organique des coquillages et résidus organiques des coques nécessite la mise en œuvre préalable d'un procédé de retrait et séparation des composites permettant de garantir l'absence de matière composite et des substances dangereuses dans les fractions organiques à valoriser.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet